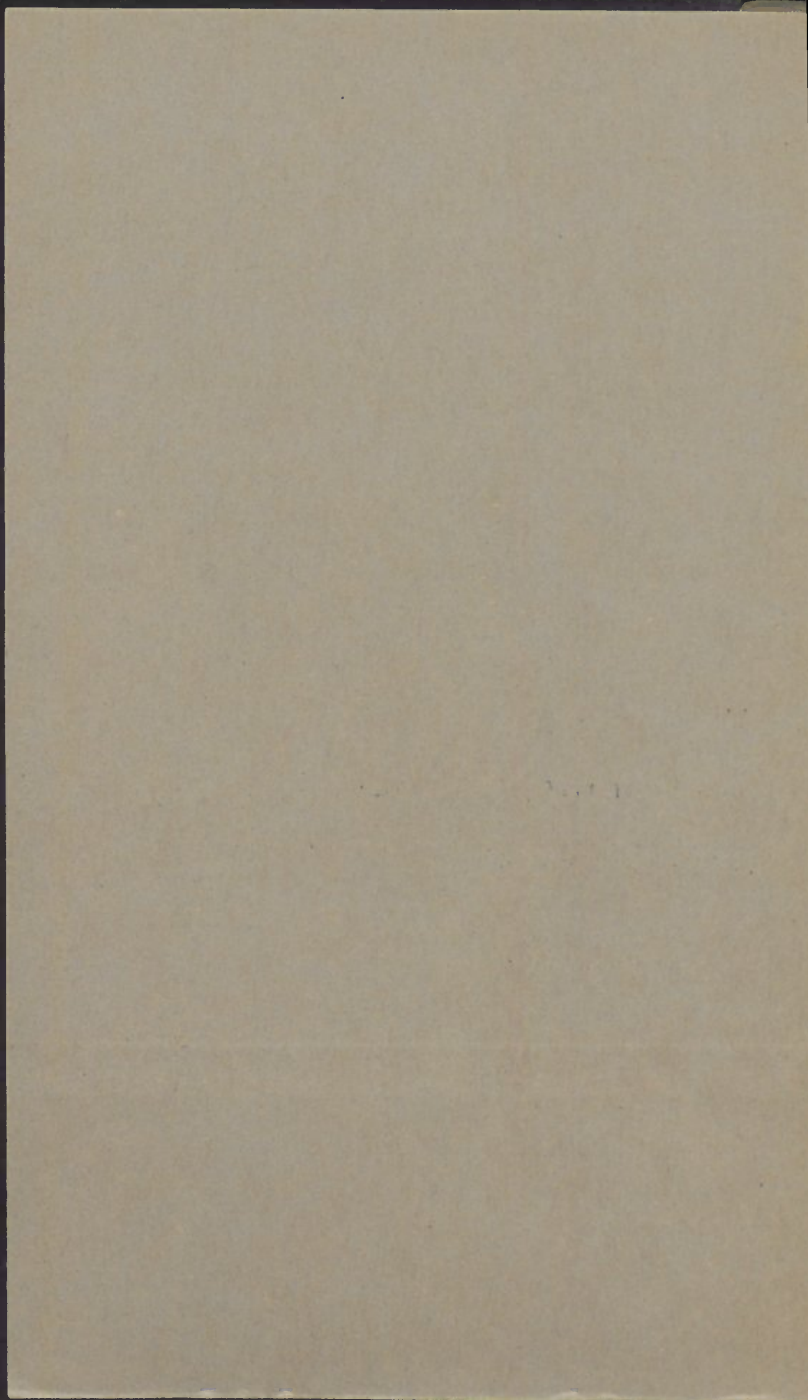


**Bibliothek
des Instituts für Weltwirtschaft
an der Universität Kiel**

Broschürensammlung

Signatur

A 5817



L.A.

CRISE AGRICOLE

DES MOYENS A EMPLOYER POUR EMPÊCHER
LES TRAVAILLEURS DES CHAMPS DE DÉSERTER LES
CAMPAGNES POUR LES VILLES

par **M. Gustave VALLAT**

Docteur ès-lettres

Mémoire couronné par la Société Nationale
d'Encouragement au Bien
Concours de Prose (1^{er} Prix)



PARIS

Librairie des Publications officielles et du Bulletin des Lois

GEORGES ROUSTAN

5, 17 bis, QUAI VOLTAIRE

1899

LA LIBRAIRIE DES PUBLICATIONS OFFICIELLES

*est spécialement organisée pour la vente des Documents Parlementaires
déposés sur le bureau de la Chambre des députés et du Sénat*

Réunion en dossier des publications se rapportant au même sujet

PRINCIPALES QUESTIONS AGRICOLES

*traitées à la Chambre des députés et au Sénat
pendant une période de 10 années (1889-1899)*

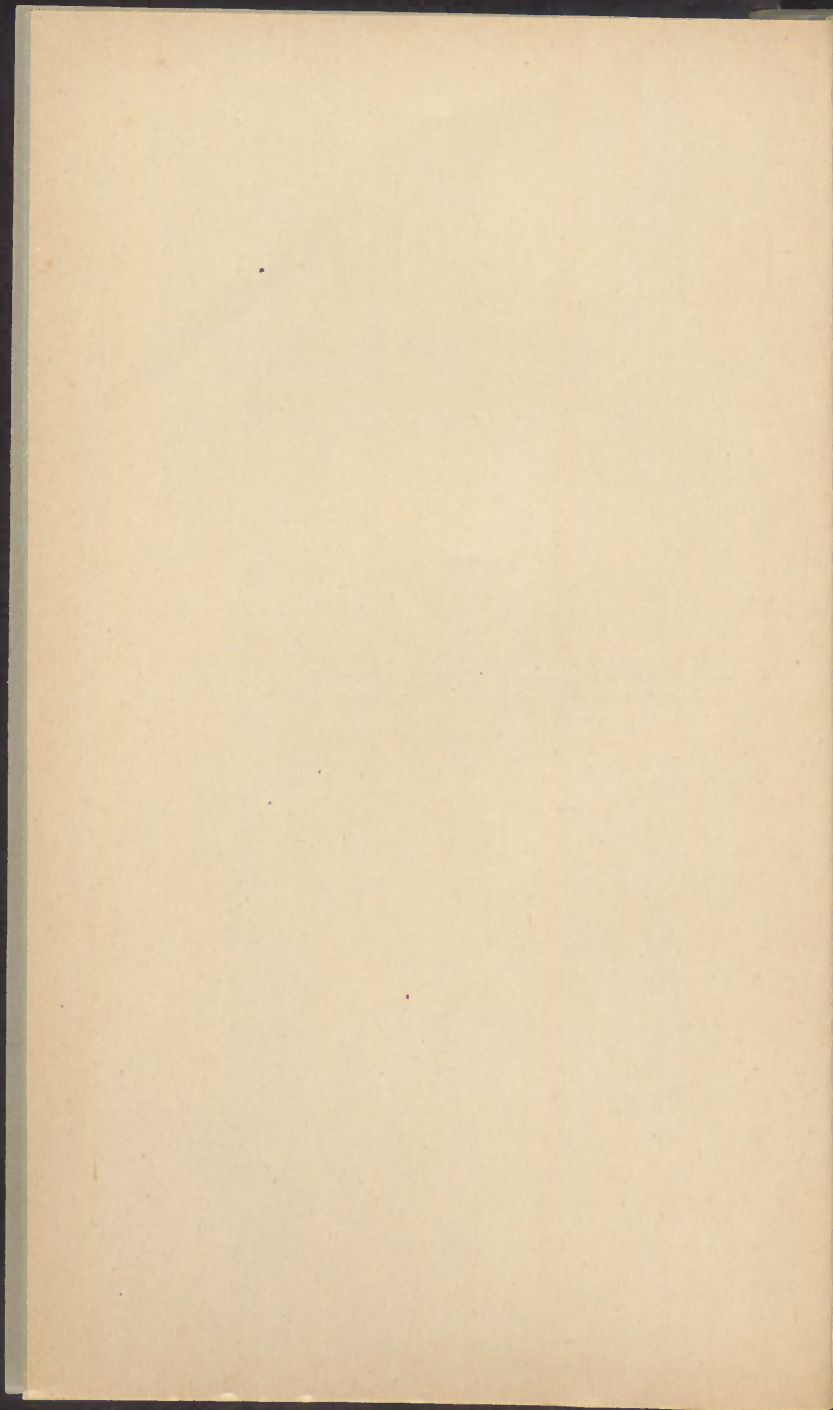
Impôt foncier. — Phylloxéra. — Vins de raisins secs. — Crédit agricole. — Courses de chevaux (réglementation). — Sociétés de crédit agricole. — Warrants agricoles. — Fraudes dans la vente des vins. — Fraudes dans la vente des beurres. — Régime des sucres. — Encouragement à la culture : du lin, du chanvre, la sericiculture et filature de la soie, — hydraulique agricole, etc., etc.

CONGRÈS INTERNATIONAUX D'AGRICULTURE

PARIS 1878 — PARIS 1889

BRUXELLES 1895 — BUDAPEST 1885 et 1896

LA CRISE AGRICOLE



LA

CRISE AGRICOLE

DES MOYENS A EMPLOYER POUR EMPÊCHER
LES TRAVAILLEURS DES CHAMPS DE DÉserter LES
CAMPAGNES POUR LES VILLES

par M. Gustave VALLAT

Docteur ès-lettres

Mémoire couronné par la Société Nationale
d'Encouragement au Bien

Concours de Prose (1^{er} Prix)



PARIS

Librairie des Publications officielles et du Bulletin des Lois

GEORGES ROUSTAN

5, 17 bis, QUAI VOLTAIRE

—
1899



*Nous dédions ces pages
à l'Union
des paysans français*

LA CRISE AGRICOLE

Le célèbre Ministre d'Henri IV, Sully, qui, comme on sait, protégea par tous les moyens l'agriculture trop longtemps négligée pendant les troubles des guerres civiles, aimait à répéter ces paroles :

« Labourage et Pastourage sont les deux mamelles dont la France est alimentée, les vrais mines et trésors du Pérou ».

C'est une grande vérité trop souvent méconnue ; car ce n'est pas seulement du temps de Ronsard et dans notre pays que

« Oisives dans les champs demeuraient les charrues »

De bonne heure, l'esprit de sociabilité a poussé les hommes à quitter les champs pour se réunir sur de certains points, favorisés par la nature des choses, les éléments ou les circonstances géographiques. C'est l'origine des cités. Dès les temps les

plus reculés elles se formèrent de cette manière. *Aristote* (1) se plaignait déjà amèrement à son époque qu'on renonçât à la culture du sol, et *Salluste* (2) voyait dans son abandon un péril pour la puissance de Rome. En France, au XVIII^e siècle, les philosophes comme Jean-Jacques Rousseau ne manquèrent pas d'accuser les cités de la dégénérescence des races que le sang rural plus robuste et plus sain pouvait seul revivifier.

Ils eurent beau dénoncer ces monstrueuses agglomérations comme un danger public; elles s'accrurent davantage.

Le délaissement des campagnes pour les villes, commencé de la sorte avant la Révolution, n'a fait depuis que s'accroître. Les villes ont une attraction de plus en plus irrésistible. Comme l'argent attire l'argent les hommes attirent les hommes, et c'est dans les agglomérations urbaines qu'il y a affluence d'argent et de peuple. En effet, si la superficie du globe reste toujours la même, la

(1) Un des plus illustres philosophes grecs.

(2) Célèbre historien latin.

population ne cesse d'augmenter. Ainsi, depuis cent ans on compte en Europe un accroissement de 117 habitants pour 100; à ne considérer que la France, les villes se peuplent de plus en plus au détriment des campagnes qui se dépeuplent chaque jour davantage. De 1871 à 1892, le nombre des villes de 2,000 à 5,000 habitants est monté de 660 à 715, celui des villes de 5,000 à 10,000 a augmenté de 65 à 92. Enfin il y a actuellement 12 villes qui ont plus de 100,000 âmes tandis qu'auparavant il n'y en avait que 9. On compte donc 141 villes de plus, ce qui représente une augmentation de 3 millions 177,000 habitants.

L'Assemblée Nationale Constituante de 1789, avait eu soin de faire évaluer le nombre des *urbains* et des *ruraux*. Les premiers atteignaient un effectif de 5 millions 700,000, les seconds de 20 millions 521,000. C'était 78,24 pour 100 de campagnards. En 1896 il n'en restait plus que 60 pour 100, les urbains étant arrivés à plus de 15 millions. Aussi peut-on conjecturer que, si l'émigration continue dans les mêmes proportions, la population

des villes égalera avant 20 ans celle des campagnes.

Le trait le plus caractéristique de cette fusion toujours croissante des ruraux avec les urbains, c'est sans contredit que la natalité a diminué dans les campagnes à mesure qu'elle a grandi dans les villes. Par exemple, dans le bassin de la Garonne elle est tombée à 4 millions, en Normandie à 1 million 596,000 habitants. C'est en somme une diminution de près de 400,000.

Les alpins eux-mêmes sont en baisse de 11 pour 100. La zone méditerranéenne seule fait exception.

Partout ailleurs la décadence numérique des campagnes se manifeste avec éclat. On dirait vraiment, selon l'observation fort juste de notre grand économiste, M. Levasseur, que « La force d'attraction des groupes humains est correspondante à leur masse ».

Comme on le voit; l'émigration est constante depuis la fin du XVIII^e siècle; elle accuse de nos jours dans des proportions de plus en plus inquiétantes.

En France, où domine la petite propriété, elle

est aussi forte que dans certains pays étrangers, notamment en Angleterre, où les champs ne représentent plus que 24 pour 100 de la population. On ne saurait donc l'attribuer, comme quelques économistes l'ont prétendu, à la grande propriété.

Ce qu'il faut avant tout constater, c'est que l'homme, si attaché qu'il soit au sol natal, finit par s'en dégoûter et s'en éloigner, quand il ne le nourrit plus. Sans doute il peut lui arriver de tomber d'un mal dans un pire; mais le motif originel de son émigration n'en subsiste pas moins.

Une autre cause non moins puissante du délaissement des campagnes, c'est l'insuffisance du salaire : l'ouvrier des champs gagne en moyenne 2 francs 22 centimes par jour, tandis que l'ouvrier des villes gagne au moins 3 francs 58 centimes. Ajoutez à ces considérations la perspective, en réalité fallacieuse, mais en apparence aussi véritable qu'attrayante, des plaisirs si divers de la ville, les instigations d'une curiosité plus ou moins malsaine, les vagues espoirs de gains ou de rencontres plus ou moins chimériques, et

vous connaîtrez à peu près toutes les causes déterminantes de cette émigration ascendante des ruraux vers les villes.

Ni la perte de la santé physique dans des agglomérations contaminées, ni l'altération profonde de la santé morale dans des milieux malsains, ni la terreur de la contagion du crime, ni le spectacle de la misère épouvantable de tant de prolétaires au sein des grandes villes, ne peuvent détourner de cette voie funeste une foule de gens qui s'imaginent que les champs ne doivent plus être que le partage des déshérités du sort.

Quels remèdes apporter au mal ? Comment l'arrêter, en neutraliser les causes ? Par quels moyens retenir dans les campagnes la population laborieuse ?

Considérons d'abord la situation générale des travailleurs de la terre, telle qu'elle est à l'heure actuelle.

Autour de huit millions de propriétaires, grands ou petits, se presse une masse ouvrière qui dépasse vingt millions d'existences. Cette

masse peine, sue, s'épuise à faire rendre au sol de quoi nourrir la nation tout entière, en subsistant elle même. Car il faut, pour qu'un pays soit vraiment fort, qu'il puisse pourvoir par ses propres ressources au besoin de son alimentation. Autrefois, lorsque la récolte manquait, les populations en proie à la disette, avaient à subir les horreurs de la famine. Aujourd'hui par le libre échange, les diverses parties du monde viennent au secours les unes des autres et les déficits d'un pays sont comblés par les excédents d'un autre. Mais, si cette façon de s'entr'aider est souvent fort profitable, elle est aussi parfois fort nuisible. En effet, dans l'ardeur extrême de surproduction qui entraîne tous les peuples, aussi bien des villes que des champs, la marchandise artificielle ou naturelle, est tout à fait exposée à perdre de sa valeur, et ceux qui l'ont produite, sont menacés de ne plus pouvoir vivre de leur travail. C'est cette cruelle vérité démontrée par les faits, qui a déterminé les nations à défendre leurs frontières, leurs foyers, leur marché.

C'est cette lutte pour la vie qui les arme les unes contre les autres. Hier elle dressait une barrière à l'entrée des Etats-Unis. Demain elle en dressera une autre à l'entrée de l'Angleterre. Ce n'est évidemment là qu'une manière de parler, puisque les pays les plus interdits demeurent ouverts ; mais elle fait mieux comprendre que, s'ils demeurent ouverts, c'est à la seule condition de surmonter les entraves les plus prohibitives.

Il y a quelques années, les agriculteurs français se sentaient perdus. Ecrasés par leurs charges d'un côté et par la concurrence étrangère de l'autre, ils se voyaient contraints de renoncer à la pioche et à la charrue, parce qu'ils n'obtenaient même pas, au bout de leurs peines, le remboursement de leurs outils, de leurs engrais et de leurs semences.

C'était à coup sûr la ruine irréparable de la France, si les pouvoirs publics n'intervenaient pas pour les sauver. En effet, une fois l'agriculture morte ou simplement réduite à une lente agonie, l'étranger devenait le maître nourricier de notre

pays. En paix comme en guerre, nous étions complètement à sa merci. Il pouvait, s'il le voulait, nous faire souffrir les horreurs de la famine. La représentation nationale a conjuré alors ce malheur public. Un droit de douane a protégé notre pays contre la masse, toujours croissante jusque-là, des produits de toutes les latitudes qui venaient impunément ruiner de fond en comble nos paysans jusque sur leurs terres.

C'était bien le moins qu'on n'abandonnât point aux terribles convoitises de l'étranger le pauvre peuple de France. De cette façon notre agriculture a revu des cours qui lui promettaient un heureux avenir: Depuis le commencement de 1897, les prix du blé n'ont pas cessé de s'améliorer. A Paris, le 10 mai, on cotait de 22 fr. 50 à 22 fr. 75 le courant, en juin, de 22 fr. 75 à 23 fr., en juillet et en août, de 22 fr. 75 à 23 fr., en septembre et en octobre à 24 fr. 25 et à 24 fr. 50. Cette hausse de un franc vingt-cinq provenait de la faiblesse des stocks et plus encore de l'estimation

des récoltes prochaines telle que l'avait faite l'office du *Corn's trade* (1).

Il faut donc que la représentation nationale surveille avec un soin jaloux l'importation des produits agricoles et prenne en temps opportun les mesures nécessaires pour empêcher la production étrangère introduite dans nos marchés d'amoindrir le prix de la production nationale. De cette manière les travailleurs ne seront pas portés à abandonner une terre dont les biens auront toujours une valeur suffisante pour assurer leur subsistance.

Mais, si l'initiative des pouvoirs publics est toute puissante dans le cas que nous venons d'examiner, l'initiative privée ne l'est pas moins dans tous les autres.

L'instituteur peut, dans sa modeste sphère, prêter le concours le plus efficace pour enrayer la désertion des campagnes. Dans ce but, loin d'exciter l'ambition des enfants les plus intelligents et les plus habiles en les entretenant dans l'idée

(1) Le commerce des grains.

que, s'ils le veulent, ils seront aptes un jour à exercer une profession plus lucrative que celle de laboureur (1), il doit, en toute occasion, démontrer à ses élèves que « *Labourage et Pastourage* sont les « deux mamelles dont la France est alimentée, « les vraies mines et trésors du Pérou », et leur faire comprendre que, quand on aime bien sa patrie, comme tout bon Français est tenu de l'aimer, il faut travailler au développement de cet art, si noble et si puissant, devenu aujourd'hui une science, et qu'en conséquence on n'est jamais trop instruit pour accroître de cette façon la fortune publique et privée. Il aura soin également de leur apprendre que toutes les nations ont de tout temps reconnu les bienfaits de l'Agriculture, que tous les âges ont honoré et admiré cet art qui, en nourrissant l'homme, lui procure de très douces jouissances, et il leur conseillera fortement d'aider leurs pères à manier la herse et à conduire la charrue, dès qu'ils seront en état de le faire,

(1) Voir à ce sujet notre petit livre sur *l'Education du peuple après l'école*. Paris, Clerget, éditeur de la France scolaire.

pour leur propre bien et pour celui de la patrie, au lieu d'aspirer à abandonner le certain pour l'incertain, la proie pour l'ombre, les travaux des champs pour ceux de la ville, enfin la vie si saine, si libre, si heureuse de la campagne, pour la vie si malsaine, si dépendante, si malheureuse des manufactures.

Dans les cours d'adultes, si sagement institués par les communes, l'instituteur fera connaître aux jeunes gens les perfectionnements actuels de l'Agriculture qui assurent largement leur subsistance aux travailleurs de la terre. Autrefois, l'abondance des produits dépendait exclusivement de la qualité du sol. Depuis la fin du siècle dernier, les découvertes de la Science ont permis de le fertiliser, de le corriger, en un mot, de vaincre la nature. Tout d'abord la surface cultivée a été étendue : on a desséché les marécages comme dans la Sologne ; on a irrigué les plaines stériles comme la Crau dans les Bouches-du-Rhône ; on a assaini, boisé ou rendu à la culture la plus grande partie des Landes. Un progrès plus

fécond encore a été accompli; au lieu de laisser reposer les terres en jachères une année sur trois au moins, on a imaginé la méthode des cultures alternantes ou assolements. Après que la terre a produit des céréales pendant six ans, on lui fait porter pendant trois ans des prairies artificielles (sainfoin, trèfle, luzerne). Ces herbes laissent dans la terre d'épaisses racines qui l'engraissent et elles nourrissent des bestiaux trois fois plus nombreux qu'il y a cent ans; le fumier de ces animaux contribue aussi à rendre la terre capable de produire à nouveau des céréales ou des plantes exigeantes comme le lin, le chanvre et la betterave. La qualité du sol a été également améliorée par la découverte de nombreux engrais chimiques, par le perfectionnement des instruments aratoires qui fouillent plus profondément le sol ou répandent la semence avec plus de profit. Le sol donne ainsi davantage et des produits de meilleure qualité.

Après avoir établi, par un exposé de ce genre, la force de production que tous les travailleurs sont aujourd'hui en droit d'attendre de la terre,

l'instituteur prouvera à ses auditeurs que le salaire de l'ouvrier des champs, malgré son infériorité, est de beaucoup préférable à celui de l'ouvrier des villes. En effet, si, comme nous le savons, l'ouvrier des villes gagne par jour en moyenne un franc trente-six centimes de plus que l'ouvrier des champs, les dépenses étant beaucoup plus considérables dans les villes, il est en réalité plus pauvre que l'autre, et, s'il lui arrive de tomber dans la misère, c'est dans une misère effroyable, celle des grandes villes, dont on ne se fait pas idée. A ce propos le conférencier devra lire à ses auditeurs les principaux passages de cet admirable livre d'un si grand enseignement, où l'illustre moraliste Jules Simon fait une peinture saisissante de la vie foncièrement misérable que traîne « l'ouvrière » dans les centres manufacturiers et où il représente une pauvre femme qui, parce qu'elle possède sa botte de paille, se trouve riche en comparaison de tant d'autres qui n'ont même pas la leur pour reposer leur corps exténué.

Voyons maintenant ce que l'*Association coopérative*

ou pour mieux dire l'*Union des paysans* est capable de faire pour conjurer le danger social dont nous menace la décadence numérique des campagnes.

Ayons pleine confiance dans la vieille et forte race si bien personnifiée par *Jacques Bonhomme*, l'agriculteur sain d'esprit et de corps, au cœur droit et vaillant, de mœurs patriarcales, si différent du *rural* dont l'auteur de « *La Terre* », nous a tracé le portrait. S'il y a des paysans qui se désaffectionnent de la terre au point de la délaisser pour aller s'établir dans les centres urbains, où ils perdent leurs qualités natives et augmentent bientôt le nombre des déclassés et des songe-creux, parfois même des criminels, on trouve cependant encore attachés au sol et le fouillant avec une opiniâtreté invincible des hommes intelligents et sages qui continuent avec confiance leur œuvre journalière et qui, désireux d'augmenter le rendement de leur travail, s'appliquent de leur mieux à tirer profit de l'organisation de la vie moderne.

Cette préoccupation si légitime a donné naissance à un nouveau mode d'exploitation du sol. Partout

en Europe, se forment des associations de paysans et de petits fermiers, dans le but d'acheter en commun des engrais, des matières premières, des outillages, et de vendre en commun le produit des cultures, de l'élevage ou des industries laitières; car ils savent bien que, si on reste isolé dans le travail, on demeure impuissant; tandis que, si on s'associe, non seulement on fait de la grande culture et de la grande industrie, mais encore on s'assure des débouchés et on entreprend avec succès le commerce international. L'intermédiaire seul se livrait jadis à ces transactions et en bénéficiait. Aujourd'hui, il n'y a plus d'intermédiaire; ce sont les Sociétés Coopératives qui font tout et qui conséquemment ont tous les bénéfices. Elles ont à vrai dire la haute main sur les marchés, prodiguent des dividendes sûrs à ceux qui en font partie et donnent la certitude d'une condition plus avantageuse dans un avenir prochain aux pauvres travailleurs de la terre.

Assurément dans les autres pays le paysan était plus malheureux que dans le nôtre, puisque

c'est de l'étranger que nous est venu le signal de ce changement complet en train de s'opérer dans la façon de faire des agriculteurs. Ainsi le paysan belge, fidèle à la vieille devise républicaine « *Chacun pour tous, tous pour chacun* » a été le premier à former une *ligue* qui compte à présent environ 10.000 membres divisés en plus de 200 sections. C'est la « *Ligue des Paysans* » : elle a pour but le relèvement de la classe rurale par l'organisation coopérative. Les Allemands ont donné un grand essor à leurs *Bauernvereine* (1), qui organisent de même l'action coopérative dans les campagnes. Il y a actuellement en Allemagne 1.366 laiteries coopératives, 1.071 sociétés agricoles établies en vue de l'achat en commun des matières premières et assez semblables à nos syndicats, 240 sociétés de travaux agricoles, 92 sociétés de vigneron ou de producteurs de betteraves. L'outillage le plus coûteux peut de la sorte être très aisément acquis et mis à la disposition des associés qui, produisant avec moins de peine vendent à meilleur compte, ou qui, grâce à des

(1) Union des cultivateurs.

procédés perfectionnés, assurent aux produits un excédent de valeur. Mais c'est peut-être en Suisse que le principe de ces utiles associations agricoles a été appliqué avec le plus de bonheur. M. de Rocquigny, chargé par notre *Office du travail* de faire l'étude de ces syndicats et sociétés coopératives agricoles, rapporte que dans le canton de Berne, par suite de la fondation de nombreuses sociétés qui ont mis en œuvre les procédés applicables à la production animale, la race bovine a pris une telle valeur que « les veaux de 15 jours, dont la vente ne dépassait pas 50 francs, trouvent maintenant preneurs à 200 et 300 francs, non seulement pour l'exportation, mais encore pour l'importation dans le pays même ».

C'est ainsi que les petits pays donnent parfois l'exemple aux grands. Voyez comme le développement de la production agricole en Danemarck a été favorisé, au moyen d'une garantie financière, par les commerçants des villes, confiants à juste titre dans l'extension d'une clientèle rurale que devait apporter à leurs affaires la prospérité des

établissements coopératifs ! Il en est résulté une union véritable des diverses classes sociales, sans distinction de rang ou d'opinion dans de communs efforts pour assurer leur bien commun.

D'ailleurs, il faut le reconnaître, la coopération agricole tend à se développer de tous côtés : en Autriche, il y a des milliers de coopérations rurales ; les sociétés coopératives du Canada et de l'Australie envoient du fromage et du beurre en Angleterre pour des millions de francs ; aux Etats-Unis, des syndicats de fermiers se sont formés récemment pour organiser des expéditions collectives de grains en Europe.

Il est évident que dans ces luttes générales de la production l'effort individuel, quelque grand qu'il fût, serait réduit à l'impuissance. Le cultivateur isolé ne peut absolument rien tenter. C'est seulement par l'association qu'il arrive à assurer ce que les économistes appellent la transformation industrielle des produits agricoles, source nouvelle de richesses que le mécanisme de la vie moderne a mise à sa disposition.

Certes, l'impulsion a été donnée au mouvement coopératif en France comme dans les pays dont nous venons de parler. Mais malheureusement beaucoup de nos paysans, esclaves de la routine, sont encore trop arriérés pour le suivre : ils n'ont nulle idée de toutes les ressources dont ils disposeraient par l'*Association*. De 1887 date seulement notre première laiterie coopérative fondée à Leschelle, dans l'Aisne, sur le modèle des laiteries danoises. Les agriculteurs ayant constaté que, grâce à l'amélioration de l'outillage, facilitée par la coopération, ils arrivaient à doubler les profits qu'ils tiraient du lait, suivirent l'exemple donné et créèrent dans l'espace de ces dix dernières années une centaine de laiteries coopératives. C'était peu. Une vingtaine de sociétés coopératives se sont récemment établies pour la vente des produits agricoles. C'est quelque chose ; car elles représentent un mouvement d'affaires assez important.

Présentement des syndicats organisent la vente des céréales en gros, ou cherchent à offrir un

moyen d'écoulement à la production animale de leurs adhérents.

Les Sociétés coopératives pourraient aussi, sans s'imposer de grands sacrifices, donner aux ouvriers ruraux un salaire sinon supérieur, au moins égal à celui des ouvriers urbains, et leur ôter de la sorte toute envie d'émigrer à la ville, où ils ne gagneraient pas davantage et dépenseraient beaucoup plus.

On voit quel remède l'*Union des Paysans* peut opposer au danger social dont la décadence numérique des campagnes menace la France. Il faut donc encourager et propager de toutes les manières possibles l'association coopérative dont *Jacques Bonhomme* commence à comprendre la puissance salubre. Elle seule peut permettre à la petite propriété, qui domine en France surtout depuis la Révolution, de lutter avec avantage contre la concurrence étrangère, si forte qu'elle soit.

Mais ce n'est pas tout de démontrer aux travailleurs des champs que leur intérêt, aussi bien que leur devoir, leur commande de ne pas abandonner

la campagne; il faut encore, autant que faire se peut, leur procurer chez eux les avantages et les agréments intellectuels des grandes villes. L'Institution des conférences populaires dans toutes les communes de France ne date que de quelques années; elle a fait, en raison des services qu'elle était appelée à rendre, de rapides progrès; mais on ne doit pas se lasser de l'améliorer. Dans les villes, les moyens de s'instruire ne manquent point. En dehors des cours d'adultes, il y a un grand nombre d'associations qui ont été créées en vue de recevoir ceux qui après la journée de travail veulent augmenter leurs connaissances. Les bibliothèques ouvrent leurs portes à tous; elles font même des prêts de livres, pour permettre à l'ouvrier de se livrer à la lecture au milieu des siens, en famille. Il n'existe rien de pareil dans les petites communes. C'est à peine si dans quelques unes des plus importantes on trouve une bibliothèque, assez pauvre du reste, due à la libéralité de quelque personnage du pays. Il serait cependant bon d'utiliser dans les campagnes les longues soirées



d'hiver. Généralement les habitants se réunissent les uns chez les autres, font la veillée. Ne pourrait-on pas tirer profit de ces réunions? A certains jours, le plus souvent possible, des conférenciers de bonne volonté — les instituteurs principalement, au dévouement desquels on ne fait jamais en vain appel — se rendraient dans une commune, inviteraient les habitants à se réunir dans une salle d'école ou à la mairie, et, en une causerie tout à fait à leur portée, leur ferait connaître ce qu'ils ont besoin de savoir, ce qui pourrait les instruire en les distrayant. On retrouve, dans les plans si divers, élaborés par la Convention, pour l'organisation de l'enseignement, quelque chose d'analogue. C'est l'illustre Condorcet (1) qui eut la pensée de ces conférences de villages : il voulait répandre dans les campagnes, si longtemps tenues en une complète ignorance « les missionnaires de l'instruction », selon sa propre expression.

La Convention avait décidé d'instituer des

(1) Membre de la Convention, mathématicien et philosophe, auteur du célèbre ouvrage : *Esquisse des progrès de l'Esprit humain*.

maisons d'école, sinon dans chaque commune, au moins dans chaque canton, et Condorcet demandait que le maître réunît, chaque dimanche soir d'automne et d'hiver, non pas les enfants, mais bien les hommes et les femmes et, « avec familiarité et bonhomie, leur donnât des connaissances sur tous les progrès accomplis ». C'est l'idée première des conférences populaires.

Il faut que la conférence aide puissamment à l'avancement intellectuel et moral de nos braves paysans. Elle doit devenir pour eux une revue parlée, aussi instructive qu'attrayante, d'un caractère essentiellement pratique, concernant surtout les travaux agricoles, les améliorations introduites, les incomparables avantages des sociétés coopératives, l'état de la population ouvrière dans les villes et les campagnes. Elle remplacera ainsi, fort avantageusement, la veillée d'autrefois, en apportant une heureuse diversion à la monotonie de l'existence rurale.

Il serait à souhaiter que « les missionnaires de l'instruction » profitassent de ces utiles veillées

pour attirer particulièrement l'attention des travailleurs de la terre sur le peuple des campagnes en Russie et le leur proposer comme modèle. En effet, les mœurs agricoles sont prédominantes dans la nation slave, à ce point que le moujik ne peut s'habituer au travail manufacturier des villes. L'ouvrier russe n'a pas encore rompu à l'heure actuelle et ne rompra jamais le lien qui l'attache à la glèbe. C'est, dans toute la force du terme, un paysan et rien de plus. L'été, par exemple, dans les fabriques de tissus à Moscou, on ne parvient pas à retenir la moitié du personnel employé en hiver. Tous retournent avec joie à leur village faucher les moissons (1). C'est à la terre qu'ils tiennent avant tout à demander leur subsistance, trouvant le plus grand charme à vivre dans la simplicité rurale. La fabrique semble aux moujiks une prison, et effectivement elle en est une. Transpor-

(1) Il nous semble que je les entends s'écrier comme ce personnage des *Adelphes* de Ménandre : « Salut, ô terre chérie ! Enfin, après une longue absence, je te revois et te salue ; c'est un hommage que je n'offre pas à tous pays, mais que je réserve pour le mien. La vue du sol qui me nourrit est pour moi l'aspect de la divinité même ».

tons-nous par la pensée à Moscou, dans les filatures immenses : les broches fonctionnent jour et nuit ; elles emploient deux équipes qui se relèvent toutes les douze heures. Or, d'après une enquête médicale, il est démontré que les repos coupés, accordés aux ouvriers, ne leur permettent pas de dormir suffisamment et, ce qui est encore plus regrettable au point de vue moral, détruisent l'unité de la vie de famille. Les ouvriers se succèdent donc dans les fabriques sans y faire souche. C'est qu'ils n'ont rien de plus à cœur que de se retremper dans l'atmosphère champêtre où ils sont nés et où ils ont vécu. La mécanique leur inspire une véritable horreur et ils maudissent la fabrique dans leurs chants populaires, parcequ'ils l'accusent à bon droit de leur misère. Comme elles remuent l'âme ces poésies si simples, cependant si saisissantes, où se traduisent leurs sentiments naïfs et désolés !

« L'été fleuri n'est plus, le froid hiver a chassé le paysan..... Pauvre exilé, ton cœur se serre ».

Le travail dans les fabriques, voilà l'exil.

La Russie est une nation essentiellement agricole, et le Tsar actuel, Nicolas II, digne fils d'Alexandre III, surnommé à juste titre la *Tsar des Paysans*, est lui-même un *laboureur* : il connaît aussi bien que le plus exercé de ses chers *moujiks*, le maniement de la charrue, de la herse et de tous les instruments aratoires.

Quelque temps avant de monter sur le trône, il s'occupait lui-même de l'ensemencement de ses terres dans le Caucase et prétendait que son meilleur passe-temps était de se livrer aux travaux agricoles.

On ne saurait mieux ennoblir l'agriculture.

Puissent, pour la prospérité de notre bien-aimée patrie, tous les paysans français être désormais attachés à la terre comme le sont tous les paysans russes et leur auguste souverain !

C'est notre vœu le plus cher, et ce vœu, nous en avons le ferme espoir, se réalisera, si, par les moyens que nous avons indiqués pour retenir dans les campagnes la population laborieuse, nous travaillons tous sans relâche comme sans défaut-

lance à relever et à fortifier matériellement et moralement la culture du sol.

C'est une œuvre patriotique et nous n'y faillirons pas; car *Labourage et Pastourage sont les deux mamelles dont la France est alimentée, les vraies mines d'or et trésors du Pérou.*

D'autre part, les villes fournissent de moins bons soldats que les campagnes sous le rapport de la santé, non-seulement du corps, mais aussi de l'âme. Les paysans sont plus robustes, plus rompus aux exercices violents, à la vie de plein air par tous les temps, plus sobres, de mœurs plus austères, et par cela même plus propres à l'endurance que les ouvriers des villes. Ils sont aussi plus dociles et d'un meilleur esprit.

Cette question intéresse donc essentiellement l'avenir de la France au point de vue de sa force militaire.

Rappelons-nous que les Romains, qui soumièrent jadis le monde à leurs lois, étaient un peuple de laboureurs. Les Russes doivent aujourd'hui à la même cause leur puissance prédominante. Les

Français redeviendront ce qu'ils étaient à la fin du siècle dernier, si nouveaux *Cincinnatus* ils ne quittent la charrue qu'à l'appel de la *Patrie* pour la reprendre, la joie au cœur, une fois leur devoir de soldat accompli.

APPENDICE

Le ministère de l'Instruction publique a fait don tout récemment à chaque département d'une lanterne à projections et de deux cents vues sur verre, destinées à circuler un peu partout dans les limites du département.

Il existe, en outre, un certain nombre de Sociétés d'instruction populaire, qui se sont donné pour tâche de vulgariser la conférence illustrée. D'après les chiffres officiels, plus de 60.000 conférences, dont 14.000 avec projections lumineuses, ont été faites pendant l'hiver de 1895-

1896. La *Ligue de l'Enseignement* a pour sa part, au cours de cet hiver là, cédé 477 lanternes, prêté 380 appareils et plus de 48.000 vues.

De son côté, la *Société havraise de l'Enseignement par l'aspect*, a prêté 3.548 collections, formant un total de 88.700 vues. Enfin, la *Société nationale des Conférences populaires* a acheté, du 1^{er} novembre 1895 au 1^{er} mars 1896, pour les prêter ou céder, 399 appareils et 898 collections.

Les conférenciers de village ont donc aujourd'hui à leur disposition, comme ceux des villes, tout ce qui leur est nécessaire pour la conférence illustrée.

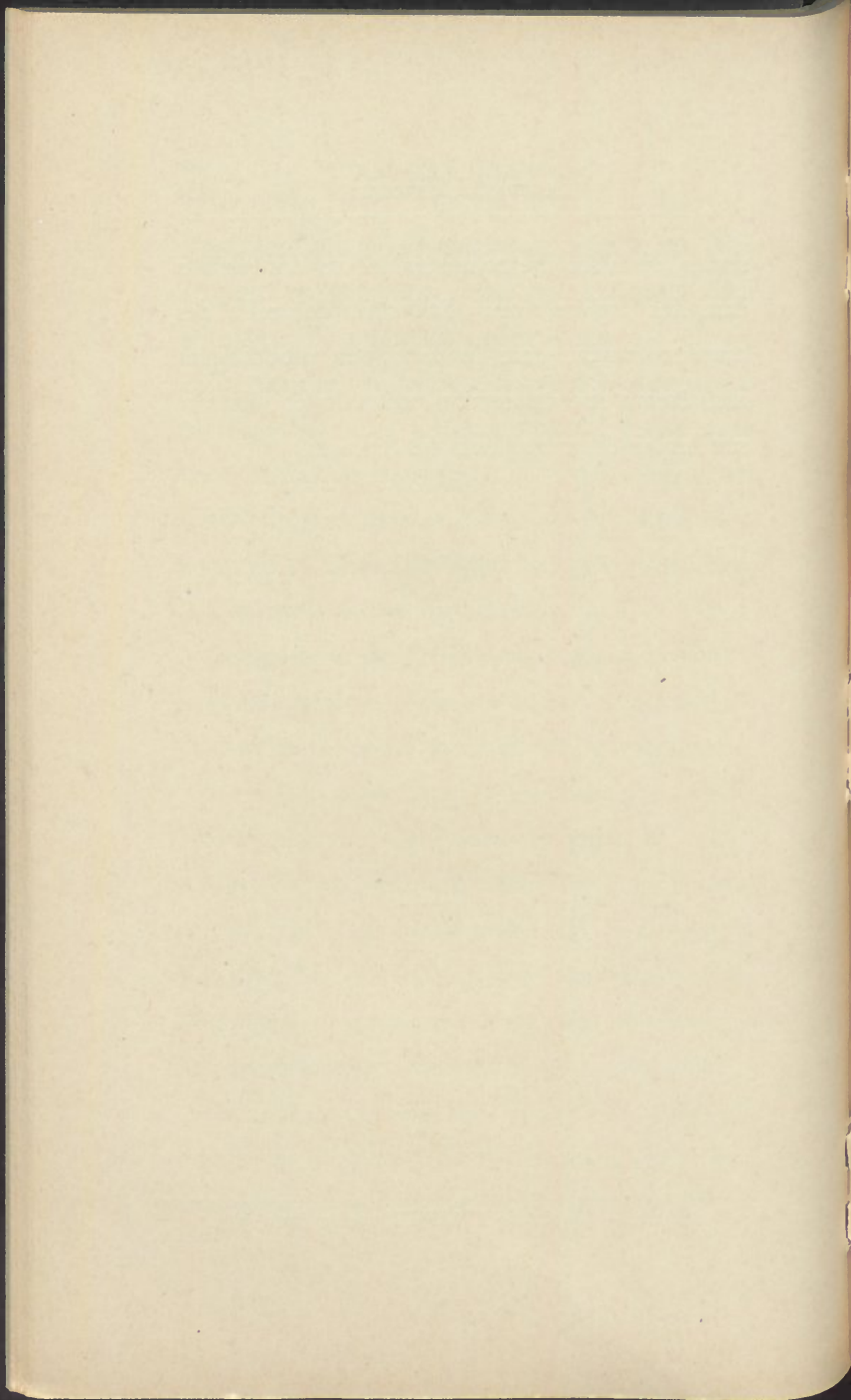
C'est fort bien, mais nous voudrions qu'ils eussent des vues appropriées au genre de conférences que nous recommandons dans le cas présent, par exemple, la reproduction de l'outillage si varié des Sociétés coopératives de France et de l'Etranger, celle des travaux agricoles en Russie et des établissements manufacturiers de Moscou.

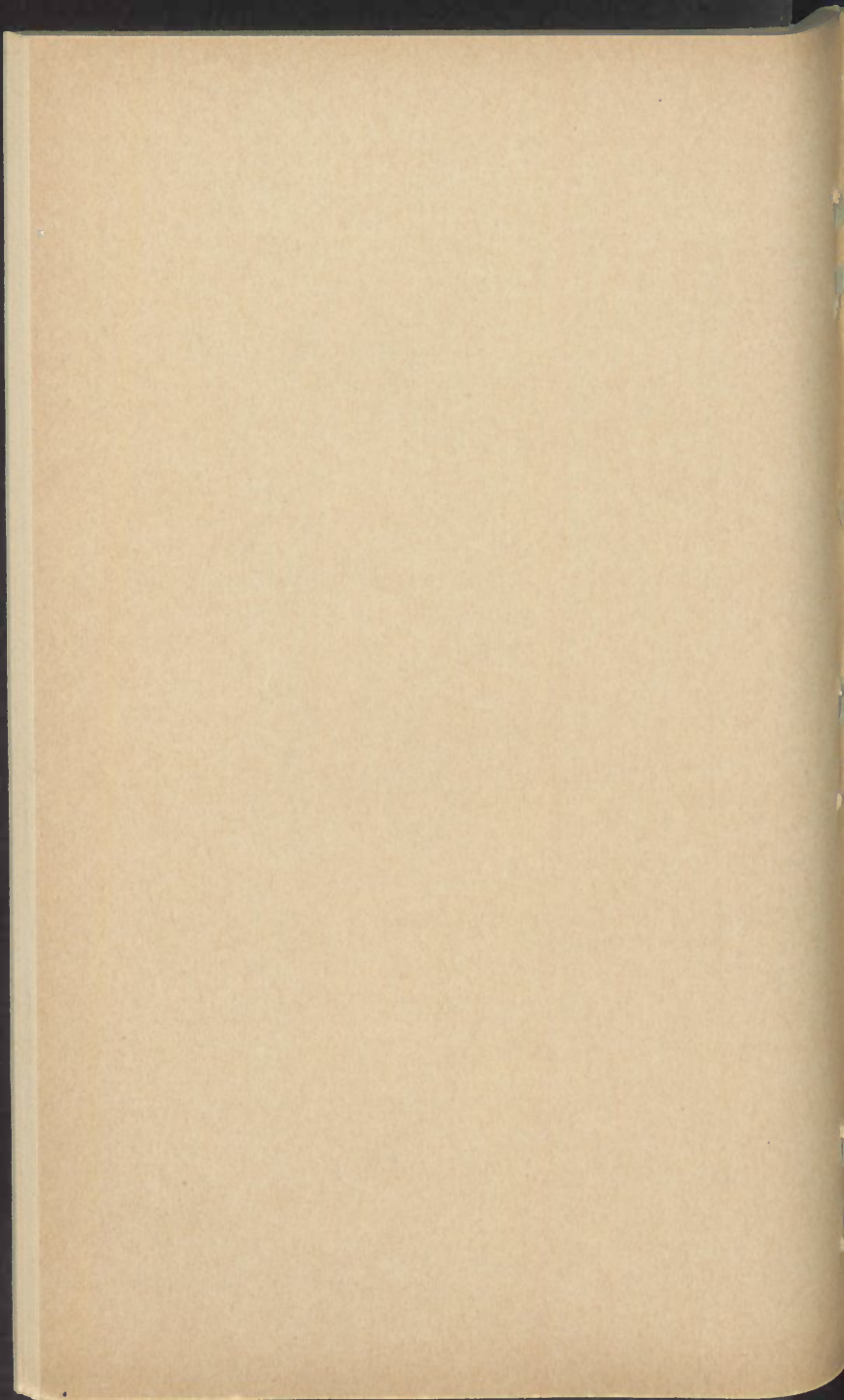
Ce spectacle si vrai des merveilleux effets de l'*Union des Paysans*, cette représentation si vive et si sensible de la riante et riche culture des terres

slaves, de la sombre et misérable vie des *moujiks* dans les ateliers, peu différente de celle des ouvriers français dans les fabriques, produiraient assurément une impression profonde et salutaire sur l'esprit des travailleurs des champs.

FIN

Auxerre. — Imprimerie A. LANIER, rue de Paris, 43.





BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages divers se rapportant à l'agriculture

L'enseignement agricole en France. Rapport publié par ordre de M. Viger, ministre de l'agriculture. 2 volumes gr. in-8, 1894.

Leblanc. *L'enseignement agricole.* 1 volume in-8.

L'enseignement de l'agriculture. (Publication du Musée pédagogique). 1 volume in-8.

Enseignement des notions élémentaires d'agriculture dans les écoles rurales. Plan du cours. Brochure in-8 avec figures, 1897.

Office du travail. *Les associations ouvrières de production.* 1 volume in-8, 1897.

Rocquigny (de). *La coopération de production dans l'agriculture.* Syndicats et sociétés coopératives agricoles. 1 volume in-8, 1890.

Rocquigny (de). *L'assurance mutuelle du bétail* (avec statuts modèles des divers types d'association). 1 volume in-18, 1898.

Note sur le crédit agricole mobilier. 1 volume in-8, 1880. *Suite à la note sur le crédit agricole.* 1 volume in-8, 1884.

Société nationale d'agriculture. *Enquête sur le crédit agricole mobilier.* 2 volumes in-8, 1885.

Grandeau. *Statistique agricole.* Rapport de l'exposition de 1889. 1 fort volume gr. in-8, 1890.

Sociétés coopératives. Documents de la Chambre des députés et du Sénat. *Rapports de MM. Doumer et Lourties.*

La Librairie des Publications officielles et du Bulletin des lois se charge de la fourniture des ouvrages intéressant le commerce, l'industrie, l'**agriculture**, les travaux publics, l'économie politique et sociale.

Elle possède :

STATISTIQUES AGRICOLES

Enquêtes décennales de 1852, 1862, 1872, 1882, 1892.

Statistiques de l'agriculture, années 1837, 1840, 1841.

Statistique agricole annuelle depuis 1881.

Statistique internationale de l'agriculture, 1876.

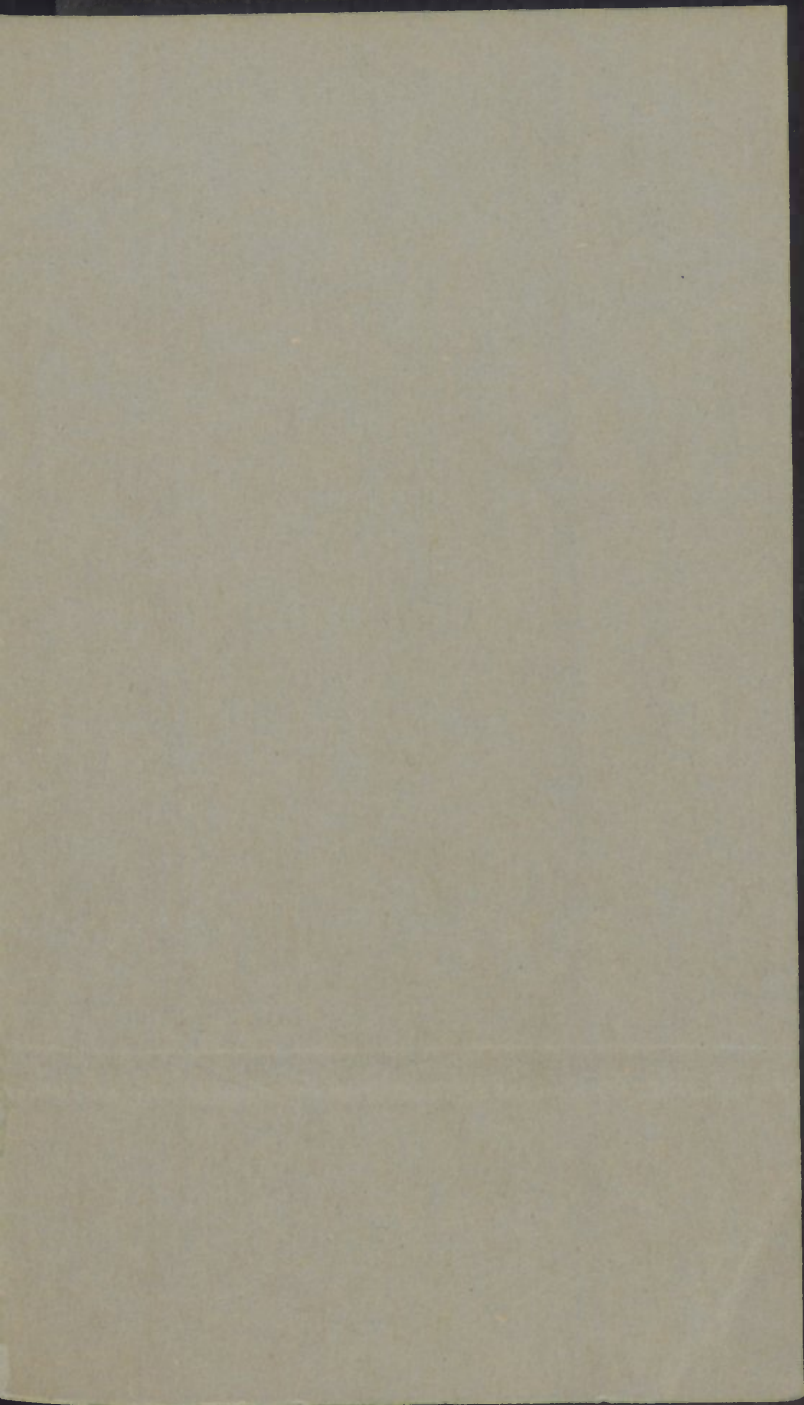
Enquête agricole de 1863 à 1874, 38 volumes.

Enquête sur la situation de l'agriculture en France en 1879, 2 volumes.

Bulletin du ministère de l'Agriculture. *Documents officiels, statistique, rapports et comptes-rendus de missions en France et à l'étranger.*
Abonnement annuel..... 12 fr.

A LA MÊME LIBRAIRIE :

Responsabilité des accidents du travail. Législation complète, 1 volume in-8. 3 fr. 50





206\$0796336X